

Port du masque dans la rue en France: d'un dogme à l'autre?

Maxime Tandonnet Editorialiste au "Figaro"
[https://theworldnews.net/...](https://theworldnews.net/) – 23 août 2020

Le masque s'impose comme un emblème de ce qu'est devenue de la vie politique française en 2020. Depuis le début de cette année, il hante les esprits. Cet objet figure désormais comme un symbole de la fracture démocratique et de la crise de confiance des Français envers leurs dirigeants. La volte-face du discours officiel qui s'est opérée en quelques semaines sur ce sujet constitue l'un des faits politiques les plus insolites de ces dernières années.

Au plus fort de la crise du Covid, en mars-avril, quand l'épidémie atteint sa quintessence avec des pics quotidiens de plus de 1000 morts (1438 le 15 avril), la parole officielle, scientifique et médiatique, tient en seul mot d'ordre, martelé sur les ondes, jusqu'à l'obsession: promis, juré, le masque dans la vie courante ne sert strictement à rien. Ainsi, parmi d'innombrables déclarations quotidiennes en ce sens, le 4 mars, la porte-parole du gouvernement déclare, en l'absence de stocks disponibles: «On ne doit pas acheter de masque»; puis le ministre de la Santé qualifie le port du masque par le grand public «d'inutile» et le déconseille; le premier ministre affirme qu'il n'est «pas recommandé en population générale».

Au prix d'un spectaculaire revirement, les plus hautes autorités de l'État font désormais du port du masque l'outil principal de la lutte contre l'épidémie. Le décret du 10 juillet le rend obligatoire, en premier lieu dans les transports publics, le non-respect de la règle étant sanctionné d'une amende de 135 euros. Pendant tout le courant de l'été, alors que le nombre de morts est en net recul (une vingtaine par jour), cette obligation est étendue à la totalité des établissements recevant du public, commerces, administrations et salles de spectacle, à certains espaces urbains (Toulouse, quartiers de Paris), et désormais aux entreprises privées.

Face à ce changement de cap, les citoyens sont en droit de s'interroger. Et ce n'est qu'une affaire de logique. Si le masque offre, comme il est affirmé aujourd'hui, une authentique protection, son bannissement absolu, dans le discours et dans les faits, pendant plusieurs mois, a forcément contribué à amplifier le désastre. Quelle est la part de responsabilité de ce bannissement dans le sinistre bilan du Covid-19 qui a fait plus de 30'000 morts en France?

Accabler les conseillers, médecins et scientifiques, n'est pas une solution. «On ne savait pas.» Dans un système démocratique, la responsabilité incombe au seul décideur politique. Il est, quoi qu'il arrive, responsable de s'être donné de mauvais conseillers et d'avoir écouté leurs mauvais conseils. Aujourd'hui, les «anti-masques» sont montrés du doigt et considérés comme des dangers publics. Mais qui a officialisé, propagé le discours anti masque, avant de se ravisier sur le tard, une fois passé le pic mortel de l'épidémie? Qui a répandu l'idée que le masque était inutile? Ceux-là mêmes qui donnent des leçons aujourd'hui...

Ne serions-nous pas en train de basculer à l'aveuglette d'un dogme à un autre dogme? Ce masque voué aux gémonies pendant des semaines serait soudain devenu un outil miraculeux, et l'objet maudit rendu salutaire et partout obligatoire. Mais qui prend la peine d'expliquer aux Français les raisons de ce changement de doctrine? Le peuple est bon enfant. Un jour on lui serine doctement que les masques sont inutiles et qu'il faut se confiner: il n'en porte pas et se confine. Le lendemain on lui raconte arbitrairement l'inverse: le masque est indispensable et les récalcitrants à son port seront lourdement sanctionnés. Et le peuple se plie de nouveau, sans la moindre esquisse d'une explication.

Le port du masque généralisé, dans la rue, vers lequel tend inexorablement la France, n'a rien d'anodin: «Se dissimuler le visage, c'est porter atteinte aux exigences minimales de la vie en société. [...] La République se vit à visage découvert» (circulaire du 2 mars 2011 sur l'interdiction du port de la burqa). Ainsi,

imposé et généralisé dans la rue, il modifie en profondeur la nature des rapports sociaux, favorise l'anonymat, l'incommunicabilité, la dépersonnalisation, par conséquent la violence. En quoi son utilité en espace ouvert, si longtemps démentie, serait-elle désormais avérée? Les Français ont droit à des explications.

En apparence, la roue tourne et cela passe, comme une lettre à la poste: même les courbes de popularité des principaux dirigeants nationaux sont à la hausse. Cependant, sur le long terme, ces contradictions aux conséquences vertigineuses, encore non mesurées, en termes de santé publique, de vies humaines et d'impact sur l'économie et l'emploi, pèseront sur la conscience collective. L'ère du soupçon, après la crise des «gilets jaunes» et le mouvement social, bat son plein dans les entrailles du pays: le masque imposé dans la rue serait-il pour bâillonner le peuple? Quoi qu'il arrive, la confiance de la Nation en la parole publique, déjà gravement atteinte depuis des décennies, en sortira encore plus abîmée avec peut-être des conséquences politiques incalculables et imprévisibles aujourd'hui.